

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE de DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 5 NOVEMBRE 2015

Liste des présents

Membres à voix délibérative

<i>Collège des élus (22/30) :</i>	Claude De GANAY	<i>Président</i>
	Alain FOURCAULT	<i>Vice-Président</i>
	Nadine QUAIX	<i>Conseil départemental du Loiret</i>
	Claude BOISSAY	<i>Conseil départemental du Loiret</i>
	Thierry SOLER	<i>Conseil départemental du Loiret</i>
	Gérard BOUDIER	<i>Les Bordes</i>
	Nadine MICHEL	<i>Les Bordes</i>
	Pascal MENUVRIER	<i>Les Choux</i>
	Sylvain COUTANT	<i>Dampierre-en-Burly</i>
	Serge MERCADIE	<i>Dampierre-en-Burly</i>
	Michel TINDILLERE	<i>Gien</i>
	Jacques HEBERT	<i>Montereau</i>
	Jean-François DARMOIS	<i>Nevoy</i>
	Michel RIGAUX	<i>Ouzouer-sur-Loire</i>
	Fabrice LEBAS	<i>Poilly-lez-Gien</i>
	Francis BURET	<i>Saint-Benoit-sur-Loire</i>
	Claude BORNE	<i>Saint-Florent-le-Jeune</i>
	Didier BERRUE	<i>Saint-Père-sur-Loire</i>
	Nadège CORCELLE	<i>Languesse</i>
	Claude BOCH	<i>Saint-Aignan-le-Jaillard</i>
	Philippe NICOLAS	<i>Coullons</i>
	Florence CLERTE	<i>Saint-Gondon</i>
<i>Collège non élus (8/26)</i>	Philippe PERRUCOT	<i>ACIRAD-Centre</i>
	Philippe VERDIER	<i>ACIRAD-Centre</i>
	Christiane FRANCHINA	<i>CCI du Loiret</i>
	Fabrice GORECKI	<i>Chambre des métiers et de l'Artisanat</i>
	André COPIN	<i>SFEN Val de Loire</i>
	Jean-Pascal MONNIER	<i>DDPP</i>
	Gérard MAHAUD	<i>UFC-Que choisir</i>
	Georges KIRGO	<i>UDAF</i>

Membres à voix non délibérative

<i>Exploitant EDF</i>	Patrice RISCH	<i>CNPE – Directeur</i>
	Aurélie FOLLENFANT	<i>CNPE – Chef mission com</i>
	Pascal BRAILLY	<i>CNPE – Chef MSQ</i>
<i>Autorité de sûreté nucléaire</i>	Pierre BOQUEL	<i>Responsable Division d'Orléans</i>
<i>Services de l'Etat</i>	Muriel PLOTTON	<i>Préfecture - Resp. SIRACED PC</i>
	Jean COLY	<i>ARS</i>
	Commandant Gilles MAZET	<i>SDIS 45 – OSPP Dampierre</i>
	Bruno BENINI	<i>Gendarmerie</i>
<i>Secrétariat</i>	Roland LEROUXEL	<i>CD45</i>
	Maud MICHEL	<i>CD45</i>

Compte rendu

MM Claude de Ganay, Président, et Alain Fourcault, vice-président, ouvrent la séance en remerciant Monsieur le maire de bien vouloir accueillir la commission dans la salle communale et en présentant l'ordre du jour.

1. Point d'actualité du CNPE

M. Patrice RISCH (EDF - Directeur CNPE)

➤ Arrêts pour rechargement



Rechargement du combustible avec $\frac{1}{4}$ de combustible neuf + Remplacement du stator de l'alternateur

- [Recouplage le 3 septembre 2015 à 20h30](#), soit 68,7 jours d'arrêt pour une durée cible de 68 jours
- Dosimétrie réalisée : 897 H•mSv pour un prévisionnel de 999 H•mSv
- 1 écart sûreté de niveau 0
- 3 accidents



Rechargement du combustible avec $\frac{1}{4}$ de combustible neuf

- [Recouplage le 16 août 2015 à 16h03](#), soit 30,6 jours d'arrêt pour une durée cible de 29 jours
- Dosimétrie réalisée : 191 H•mSv pour un prévisionnel de 203 H•mSv
- 2 écarts sûreté de niveau 0
- Aucun accident



Rechargement du combustible avec $\frac{1}{4}$ de combustible neuf + Remplacement d'une partie de la ligne d'arbre

- [Durée cible : 60 jours](#)
- Dosimétrie prévisionnelle : 733 H•mSv
- Env. 1350 intervenants

➤ Événements significatifs de sûreté

28 mai 2015 Indisponibilité d'un groupe électrogène de secours - unité de production n°2 **M. Pascal BRAILLY (EDF)**

▪ **21 mars 2015**

Lors d'opérations de contrôles, une fuite de fioul sur un groupe électrogène de secours a été constatée vers 17h. La fin de l'intervention est intervenue vers 5h30.

▪ **26 mars 2015**

Une première expertise a mis en évidence une cassure au niveau d'un raccord de vanne, due à un mauvais montage. La pièce endommagée a été remplacée. L'essai a repris et a été déclaré satisfaisant. L'incident n'ayant eu aucune conséquence sur la sûreté des installations, ni sur l'environnement, l'exploitant a considéré qu'il s'agit d'un simple écart aux règles d'exploitation et déclaré l'incident à l'ASN au niveau 0 de l'échelle INES.

▪ **28 mai 2015**

Lors d'une deuxième expertise, des analyses complémentaires ont mis en évidence qu'il n'est pas certain que le matériel aurait fonctionné, en cas de besoin, sur une longue durée. L'exploitant a de ce fait reclassé l'événement au niveau 1 de l'échelle INES.

Echanges avec la salle

M. Gérard MAHAUD (UFC Que Choisir)

Pouvez-vous clarifier la démarche qui a conduit à reclasser l'événement au niveau 1. Il n'y a pas d'autres groupes de secours ?

M. Pascal BRAILLY (EDF)

Nous avons reclassé l'événement au niveau 1, car après analyse, nous n'avons pas pu confirmer que le groupe électrogène de secours aurait fonctionné pleinement en cas de sollicitation, entre le montage de la vanne en question et la détection de la défaillance.

Mais il existe en effet un groupe électrogène d'ultime secours, qui pouvait à tout moment remplacer le diesel de secours indisponible.

De plus, ce diesel de secours ne serait sollicité qu'en cas de perte de la source principale et de la source auxiliaire.

M. Gérard MAHAUD (UFC Que Choisir)

C'est-à-dire que tout incident sur un élément de sécurité conduit à requalifier en niveau 1 ?

M. Patrice RISCH (EDF-Directeur CNPE)

NON. Nous avons reclassé l'événement au niveau 1, car après analyse, nous n'avons pas pu confirmer que le groupe électrogène de secours aurait fonctionné pleinement en cas de sollicitation, entre le montage de la vanne en question et la détection de la défaillance.

11 juin 2015 Détection tardive d'un défaut de réglage - unité de production n°2

M. Pascal BRAILLY (EDF)

- **4 juin 2015** Lors d'un essai programmé de l'unité de production n°2, il a été constaté une pression du circuit primaire principal inférieure à la pression nominale de 155 bars (150 bars).

Pour réguler la pression, on utilise des douches vannes d'aspersion (plus on ouvre ces vannes, plus on refroidit, et plus la pression baisse). Un équilibre doit constamment être trouvé entre le chauffage propre au fluide et le refroidissement par les douches d'aspersion, qui s'apparente à un système de douche. Un débit permanent d'aspersion doit être maintenu. Lors du réglage de ce débit lors de

l'arrêt programmé en mai 2015, l'intervention n'a pas été faite au bon endroit sur les sur la bonne vannes ainsi le niveau d'aspersion minimal permanent était supérieur à celui prévu et la pression nominale ne pouvait pas plus être atteinte.

- **10 juin 2015** L'unité de production est mise à disposition sur le réseau.
- **11 juin 2015** Aucune conséquence sur la sûreté des installations, ni sur l'environnement n'a été constatée. L'ESS a été qualifié au niveau 1 sur l'échelle INES du fait de la détection tardive de cet écart.

Echanges avec la salle

M. Jean COLY (ARS) Précise qu'il n'y a qu'un seul pressuriseur sur le circuit primaire.

M. Thierry SOLER (Conseil départemental)

Demande si l'incident s'est passé avant le redémarrage et s'il n'y a pas eu de conséquence.

M. Patrice RISCH (EDF-Directeur CNPE) Le mauvais réglage de la vanne d'aspersion est intervenu lors de l'arrêt pour simple rechargement de la tranche 2 (ASR 2) qui s'est déroulé du 25 avril au 23 mai 2015. L'anomalie a été détectée le 10 juin 2015, donc alors que le réacteur était en activité. Aucune conséquence n'a été enregistrée.

M. Gérard MAHAUD (UFC Que Choisir) Trouve le communiqué de l'ASN particulièrement abscons et considère que si on veut que le public s'intéresse à ce genre d'information, il faut être plus clair.

M. Pierre BOQUEL (ASN - Directeur territorial) On essaie d'avoir des communiqués les plus simples possibles. La CLI est là pour recueillir une information plus complète et la diffuser ensuite aux citoyens. L'ASN a fait une inspection réactive sur le déroulement de l'événement, sur ses causes et sur ses conséquences.

Les opérations entreprises pour rejoindre un état sûr ont conduit à sortir du domaine de fonctionnement normal pendant la baisse de pression du circuit. Outre la bonne compréhension du déroulement de l'événement et de ses causes, l'inspection a permis de vérifier notamment que cela n'avait pas eu de conséquence. La lettre de suite de l'inspection faite suite à cet incident est sur le site de l'ASN.

M. Gérard MAHAUD (UFC Que Choisir) Il est essentiel de se poser la question : comment le public peut-il comprendre l'information ? Même des spécialistes ont du mal à le comprendre. Par exemple on ne sait pas si l'incident a affecté les "marges de fonctionnement", en termes de risque d'ébullition dans le cœur. Le communiqué ne le précisait pas. Il s'agit d'une communication grand public.

M. Pierre BOQUEL (ASN - Directeur territorial) Il est vrai que le rédacteur est aussi l'inspecteur qui fait l'examen technique de l'événement. Rien n'empêche toutefois l'usager de s'adresser directement à la division qui répondra.

2. Information sur l'OSART – point rapide d'information

M. Pierre BOQUEL (ASN)

Une communication complète sur les conclusions de cette inspection sera présentée lors de la prochaine Commission lorsque le rapport écrit sera rendu public. On peut constater que

l'évaluation de l'OSART rejoint l'évaluation faite par l'ASN. Ceci constitue une satisfaction pour l'ASN. Le rapport sera publié sur le site de l'ASN.

Echanges avec la salle

M. Gérard MAHAUD (*UFC Que Choisir*) Y aura-t-il une traduction française ?

M. Pierre BOQUEL (*ASN - Directeur territorial*) Se rapprochera de la Commission pour savoir si une traduction est envisagée.

Réponse : le rapport ne sera disponible qu'en anglais.

M. Alain FOURCAULT (*Sully-sur-Loire*) Il serait intéressant de pouvoir examiner le document en réunion de bureau avant la prochaine commission.

3. Point sur 27ème conférence des CLI du 4 nov 2015

Ordre du jour de la rencontre : Informations générales et 2 tables rondes :

- démantèlement des installations nucléaires et devenir du territoire
- quelle démocratie participative sur les questions nucléaires ?

➤ Informations générales

M. Philippe VERDIER (*ACIRAD-Centre*)

Sur le plan des informations générales :

- Renforcement par la loi des pouvoirs de l'ASN et de son indépendance.
- Il est demandé aux CLI à partir de maintenant de tenir au moins une réunion publique annuelle.
- Sur 36 CLI, 36 ont un nouveau président et toutes ont de très nombreux nouveaux membres, en particulier au sein du collège « élus », d'où la nécessité d'une formation de tous ces nouveaux.
- Financement des CLI : la taxe sur les INB n'est toujours pas mise en œuvre par Bercy.

Table ronde démantèlement : au-delà des divergences sur le devenir de la filière nucléaire, il y a un accord sur le fait qu'il faut prévoir dès maintenant les démantèlements. De même, la question des déchets issus de ces démantèlements se pose aussi dès maintenant.

Participation citoyenne : l'information sur les projets doit être faite le plus en amont possible. Il faut soutenir l'initiative citoyenne (comme les contre-expertises).

Une formation qui mettrait en avant la variété des points de vue serait intéressante. Idée d'un panel citoyen tiré au sort pour participer aux CLI ou à des débats ciblés. Les réunions publiques peuvent en effet regrouper un très faible nombre de personnes. Une démarche incitative du type « panel » pourrait pallier cette difficulté.

M. Michel TINDILLIERE (*Gien*)

Le Haut Comité à la Transparence et à l'Information sur la Sécurité Nucléaire (HCTISN) a été réactivé.

Démantèlement : dossier très complet.

La maire de Saint-Paul-Trois-Châteaux a développé l'impact d'un accident nucléaire sur les territoires de sa commune.

La question du financement des CLI a également été abordée. Toutes les CLI ne sont pas au même niveau de financement.

➤ **Sur le démantèlement**

M. Gérard MAHAUD (UFC Que Choisir)

Partage le point de vue exprimé. Le but de ce type de réunion avec le public est d'établir un échange avec la salle, mais on rate souvent un peu ça car chacun arrive avec son idée. Par exemple « Démantèlement » peut signifier pour certains « arrêt du nucléaire » ou pour d'autres simplement « action dans la vie d'une centrale ».

La question du devenir des déchets liés au démantèlement est essentielle. Pour la grande majorité, à savoir les moins actifs, ils vont à Soulaire. Les plus actifs vont à La Hague. Mais ceci fait partie du fonctionnement normal.

On est resté sur l'impression qu'on ne peut pas faire de démantèlement pour des raisons infondées :

- Il n'y aurait pas d'exutoire des déchets, ce qui est faux.
- On ne saurait pas démanteler, ce qui est aussi faux car il existe des techniques pour tout démanteler.

Les problèmes sont essentiellement économiques ou de radioprotection et de déchets.

Regrette donc que ce débat n'ait pas eu lieu lors de cette conférence. Il serait souhaitable que cette question soit abordée dans une autre instance.

Est resté également sur sa faim sur la problématique du « démantèlement immédiat », notion introduite dans la loi de transition énergétique en 2015. Le terme « immédiat » est, selon son point de vue, erroné et en tout état de cause mal interprété par le public, car il faut en fait des années, voire des décennies, pour démanteler complètement une centrale.

Concernant le domaine de l'emploi lié au démantèlement, beaucoup pensent que le démantèlement va amener de l'emploi, ce qui n'est pas tout-à-fait exact. Pour une centrale avec deux tranches, 900 personnes sont nécessaires pour son exploitation courante, mais seulement 150 à 200 en phase de démantèlement.

M. Patrice RISCH (EDF - Directeur CNPE)

Il faut effectivement 100 à 150 personnes pour démanteler Dampierre et ce ne serait pas les mêmes métiers et compétences. Concernant les techniques, elles ont effectivement été mises en œuvre et sont donc opérationnelles.

M. Philippe PERRUCOT (ACIRAD-Centre)

Les techniques de démantèlement et les débouchés des déchets sont loin d'être tous opérationnels. On a par exemple un souci sur la filière graphite-gaz dont le démantèlement n'a pas été prévu au départ, et dont les déchets ne sont pas acceptés sur les sites de l'ANDRA.

Concernant le démantèlement « immédiat », il faut informer la population que ce n'est pas immédiat. C'est en particulier le rôle des commissions locales d'information (CLI). De la pédagogie est à faire.

Concernant les déchets, il y a eu une conférence citoyenne sur CIGEO qui a permis d'obtenir des avancées significatives. Des progrès sont faits.

M. Claude BORNE (Saint-Florent-le-Jeune)

La notion de démantèlement immédiat est importante. Il faut profiter de l'expérience de l'exploitant qui connaît bien sa centrale et ne pas attendre 10 ou 20 ans. Démantèlement ne

signifie pas en outre retour à l'état initial. Il y a des servitudes d'utilité publique à mettre en œuvre. Il faut informer et démentir l'idée que les terrains fonciers pourraient être récupérés en l'état. Ceux-ci n'auront pas les mêmes vocations.

M. Michel TINDILLIERE (Gien)

Une comparaison entre la France et l'Allemagne des stratégies de démantèlement a été présentée. 80 à 85 % des matériaux sont recyclables. Le reste relève des déchets à faible ou haute activité.

M. Pierre BOQUEL (ASN - Directeur territorial)

Deux stratégies sont envisageables :

- Soit on fait du démantèlement différé en jouant sur la décroissance radioactive (les parties de l'installation contenant des substances radioactives sont maintenues ou placées dans un état sûr pendant plusieurs décennies avant que les opérations de démantèlement ne commencent) ;
- Soit on fait du démantèlement immédiat et on bénéficie des connaissances de l'exploitant qui auront disparu 10 ou 20 ans plus tard.

On peut d'ores et déjà bénéficier du retour d'expérience du démantèlement de différentes installations : la centrale de Brennilis¹, le site de Chooz A², etc. ainsi que du démantèlement de la filière REP aux États-Unis.

Sur les exutoires de stockage des déchets, il y a encore une incertitude sur le devenir du graphite. CIGEO est une éventualité, mais il y a une quantité importante de graphite à stocker. Les recherches sur cet aspect sont en cours. »

M. Gérard MAHAUD (UFC Que Choisir)

Apporte des précisions sur la problématique du graphite.

Le graphite est un matériau à faible radioactivité mais à vie longue. Les centres de stockage existants, dont Soulaing, ne prennent pas en charge les matériaux à durée de vie longue.

Au départ on pensait brûler le graphite, mais après analyse, ceci s'est avéré une mauvaise idée car les rejets de carbone-14 dans l'atmosphère seraient conséquents.

En Espagne, les chemises de graphite du combustible de Vandellós 1, à l'arrêt depuis 1989 et qui est la sœur jumelle de Saint-Laurent-des-Eaux, ont été broyées puis stockées dans des conteneurs, en vue de les envoyer en France pour y être incinérées... Mais cette idée a été abandonnée en France.

Le problème est complexe car on ne veut pas payer des sommes faramineuses pour traiter des déchets à faible activité.

M. Thierry SOLER (Conseil départemental)

Précise qu'il s'est inscrit au groupe de l'ANCCLI « démantèlement ». Un déplacement est prévu à Marcoule prochainement. Il est essentiel de pouvoir anticiper très en amont cette problématique du démantèlement.

¹ La centrale de Brennilis est un prototype industriel de centrale nucléaire modérée à l'eau lourde et refroidie au dioxyde de carbone, arrêtée en 1985. Des opérations partielles de démantèlement ont été menées de 1997 à 2007.

² Premier réacteur à eau sous pression de production d'électricité, Chooz A a été exploitée jusqu'en 1991. EDF a été autorisé à procéder aux opérations de mise à l'arrêt définitif et de démantèlement complet de son réacteur et de l'installation associée par décret du 27 septembre 2007.

4. Campagne iode de janvier 2016

M. Pierre BOQUEL (ASN - Directeur territorial)

En cas d'accident nucléaire, il existe plusieurs actions de protection dont peuvent décider les pouvoirs publics dont la prise d'iode stable est l'une de ces actions.

En cas d'accident nucléaire de l'iode radioactif peut être rejeté dans l'environnement. Cet iode, s'il est respiré ou avalé, se fixe sur la thyroïde. Il augmente le risque de cancer (surtout chez les enfants, dont la glande thyroïde est particulièrement sensible).

Il convient de prendre le comprimé d'iode stable (iode 127) pour "saturer" la thyroïde avant que de l'iode radioactif (iode 131) ne soit respiré ou avalé.

Pour une efficacité maximale, l'iode stable doit être administré une ou deux heures avant l'exposition au rejet radioactif. En situation d'accident, il doit être pris uniquement et immédiatement à la demande du préfet.

Deux dispositifs de distribution existent :

- Hors du périmètre des 10 km autour des CNPE, distribution d'iode qui peut être fait en utilisant le stock de comprimé d'iode constitué par l'État, sous la direction de la préfecture
- Dans le périmètre des 10 km, une distribution préventive, qui permet de répondre à des situations accidentelles avec des rejets qui interviendraient peu de temps après la 1^{ère} alerte.



La nouvelle campagne 2016

■ **Décision de l'ANSM du 23/12/2014 : durée de validité des comprimés de 7 ans = péremption en 2016 des comprimés fabriqués en 2009**

■ **Un comité de pilotage pluraliste :**

■ **Membres :** ASN (pilotage), Intérieur, Santé (DGS), EDF, ANCCLI, ordre des pharmaciens. **Nouveaux membres :** IRSN, Éducation nationale, ARS, ordre des médecins, ARCICEN

■ **Financement de la campagne d'information et de distribution par EDF**

■ **Zone de distribution des comprimés :** rayon de 10 km autour des centrales nucléaires d'EDF conformément à la réglementation en vigueur

Calendrier

6 octobre 2015 : Présentation de la campagne au HCTISN

29 octobre 2015 : Présentation de la campagne aux chargés de mission des CLI

4 novembre 2015 : Conférence nationale des CLI

17-19 novembre 2015 : Stand ASN-IRSN au Salon des maires

Courant novembre 2015 :
mobilisation des 500 maires par les préfets



Début décembre 2015 :
mobilisation des médecins et pharmaciens



Janvier 2016 : Réunions publiques riverains

14 janvier : Publipostage zone B

27 janvier : Publipostage zones A et C

Février à septembre 2016 : Actions d'information

Outils de la campagne



■ 19 réunions publiques locales ouvertes à la presse

■ Courrier nominatif (450 000) accompagné d'un dépliant d'information

■ Affiches

■ Site Internet spécifique www.distribution-iode.com

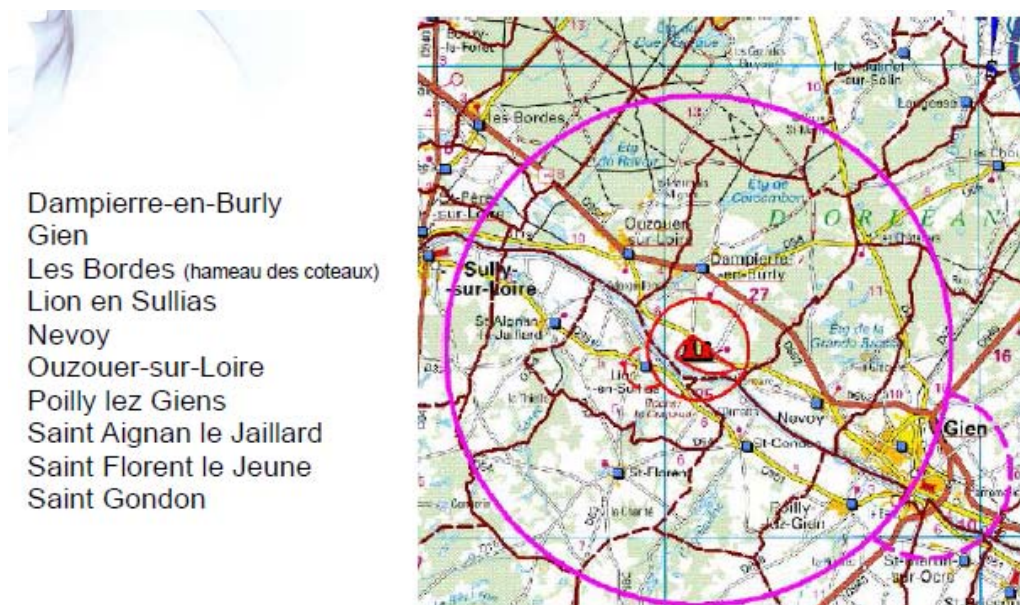
■ Numéro vert d'information

Mme Muriel PLOTTON (Préfecture- chef du SIRACED-PC)

Depuis 1997, début des campagnes préventives de comprimés dans les zones PPI

La dernière campagne date de 2009. La durée de validité des comprimés étant de 7 ans, une nouvelle campagne de distribution est nécessaire en 2016 ;

L'objectif est de mettre à disposition des personnes dans la zone PPI des comprimés d'iode stable permettant de protéger la thyroïde en cas d'accident nucléaire. La zone PPI de Dampierre-en-Burly comprend 10 communes et concerne 26 000 personnes auxquelles il faut rajouter le rassemblement « Vie et lumière ».



Organisation départementale

10 novembre 2015 - 17h30	Réunion préparatoire d'information avec les élus de la zone PPI
Début Décembre	Réunion d'information au profit des professionnels de santé
Entre le 7 et le 28 janvier 2016	1 réunion publique 1 conférence de presse
Début janvier	Distribution des comprimés

Un kit de communication sera mis à disposition des élus.
La distribution au niveau national commencera le 29 janvier 2015.

Echanges avec la salle

M. Philippe PERRUCOT (ACIRAD-Centre)

Souhaite connaître les dates des réunions publiques ;

M. Thierry SOLER (Conseil départemental)

Les membres de la CLI pourraient être informés.

La CLI elle-même pourrait être porteuse d'une action de communication. L'information des citoyens est un des objectifs majeurs de la Commission.

On pourrait discuter dès aujourd'hui de l'information que pourrait relayer la CLI.

M. Roland LEROUXEL (Secrétaire CLI)

Une information pourra être mise en ligne sur le site de la CLI, d'une part avec des documents numériques communiqués par la Préfecture et d'autre part avec des liens renvoyant vers les sites de l'ASN et/ou de la Préfecture.

M. Patrice RISCH (EDF - Directeur CNPE)

La campagne va durer. Des relances seront faites périodiquement. Lors des premières distributions, seulement 45 % avaient été touchés. D'où la nécessité de relancer.

M. Philippe VERDIER (ACIRAD-Centre)

Quelles sont les modalités de distribution ?

Mme Muriel PLOTTON (Préfecture- chef du SIRACED-PC)

Un courrier sera envoyé à tous les habitants concernés afin qu'ils aillent chercher les comprimés en pharmacie. Pour rappel les responsables d'établissements recevant du public doivent récupérer un stock de comprimés correspondant au nombre maximum de personnes susceptibles d'être présentes sur le site.

M. Michel TINDILLIERE (Gien)

Précise que beaucoup de nouveaux élus sont dans la CLI et qu'ils ne savent probablement pas qu'ils doivent avoir dans chacun des établissements de la commune (écoles, musée, etc.) autant de comprimés que de personnes accueillies ou hébergées.

5. Réunion inter-CLI de mai 2016

M. Roland LEROUXEL (Secrétaire CLI)

Dans la continuité de cette action une réunion regroupant les CLI du bassin de la Loire moyenne (Chinon, St-Laurent, Dampierre et Belleville) est envisagée à l'horizon de mai 2016 et pourrait se tenir à Orléans avec le conseil départemental du Loiret comme organisateur principal, du fait de sa position centrale, en partenariat avec les CD 37, 41 et 18.

Une première réunion d'échange s'est tenue en juin 2015 à laquelle participait M. Copin.

Première esquisse de tables rondes

- *Impact environnemental des centrales* : rejets thermiques, radiologiques et chimiques, etc. ;
- *Sûreté des centrales* : poursuite d'exploitation des centrales, vieillissement, renforcement de la sûreté à la lumière de l'accident de Fukushima ;
- *Risques et territoires* : les risques naturels (inondation, sécheresse), la gestion et la préparation des situations d'urgence, la campagne de distribution d'iode et d'information 2016, le développement de la culture du risque.

Les médias régionaux seraient invités.

M. Michel TINDILLIERE (Gien)

Précise que M. le président de la CLI de Chinon, présent lors de la conférence des CLI, n'était pas au courant.

M. Roland LEROUXEL (Secrétaire CLI)

Le chargé de mission de la CLI de Chinon était présent lors de la réunion de juin. Mais il est vrai qu'aucun courrier officiel n'a encore été envoyé aux différents présidents de CLI ni par l'ASN ni par le président de la CLI de Dampierre car l'accord du Président du conseil départemental était attendu. Ce qui est effectif aujourd'hui.

M. Thierry SOLER (Conseil départemental)

M. Demestre en a parlé lors de la conférence des CLI.

Très content que cette action puisse être mise en œuvre. On peut la concevoir avec des moments de découverte réciproque où on peut aborder tous les sujets ou bien on cible des thématiques précises. Qui seraient communes à la Loire, comme par exemple la sécheresse ou les rejets en Loire.

On peut aussi réfléchir à un état zéro épidémiologique des cancers dans la région Centre-Val de Loire, afin de pouvoir évaluer dans 10 ans toute éventuelle évolution.

Autre idée : se préparer au démantèlement. Anticiper pour dans 10 ans. On doit s'interroger dès maintenant sur ce calendrier et les modalités de mise en œuvre afin que l'on n'aille pas au-devant d'une catastrophe économique.

M. Claude de GANAY (Président CLI)

On va voir comment on peut travailler ensemble et définir un calendrier. Ce sera la première fois qu'on se rencontre ainsi.

M. Thierry SOLER (Conseil départemental)

Soutient la proposition de travailler sur la thématique commune : « Loire : Risques et territoires »

Une discussion est ensuite engagée sur la problématique de l'avis de la CLI sur le forage pour alimentation en eau en ultime secours, commun aux deux CLI de Dampierre et de Saint-Laurent et pour laquelle deux positions différentes voire diamétralement opposées ont été tenues par les autorités, les conditions hydrogéologiques n'étant toutefois pas formellement les mêmes.

6. Point sur une formation des membres de la CLI à prévoir en 2016

Proposition :

Fonctionnement d'une centrale nucléaire	(intervenant : EDF ?)
Cycle du combustible nucléaire	(intervenant : CS ANCCLI? IRSN ?)
Contrôle du nucléaire	(intervenant : ASN ?)
Surveillance de l'environnement	(intervenant : IRSN ? CRIIRAD ?)
Rôle des membres d'une CLI	

M. Patrice RISCH (EDF - Directeur CNPE)

Cette formation/sensibilisation pourrait être faite au CNPE. On a une maquette qui est très pédagogique avec des intervenants de haut niveau.

M. André COPIN (SFEN)

Cette formation pourrait se tenir sur une journée avec visite in situ.

PROCHAINE REUNION : 21 janvier 2016 à 10h00 à Dampierre-en-Burly dans la salle de conférence du CNPE de Dampierre-en-Burly.

à Orléans le 4 décembre 2015

P.

Le Président de la commission

Claude de GANAY

Alain

Foucault

Pour en savoir plus

Incident de niveau 1 du 11 juin 2015

Avis d'incident

<http://www.asn.fr/Controler/Actualites-du-controle/Avis-d-incident-des-installations-nucleaires/Indisponibilite-de-deux-vannes-du-circuit-primaire-principal-ayant-entraine-le-repli-du-reacteur-n-2>

Lettre de suite

<http://www.asn.fr/Controler/Actualites-du-controle/Lettres-de-suite-d-inspection-des-installations-nucleaires/Inspection-reactive-suite-a-l-arret-fortuit-du-reacteur-n-2>

Le démantèlement immédiat

<http://www.asn.fr/Informer/Dossiers/Le-demantelement-des-installations-nucleaires/Les-etapes-du-demantelement/Ledemantelement-immediat>

En 2014, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a validé deux stratégies possibles de démantèlement des installations nucléaires après leur arrêt définitif :

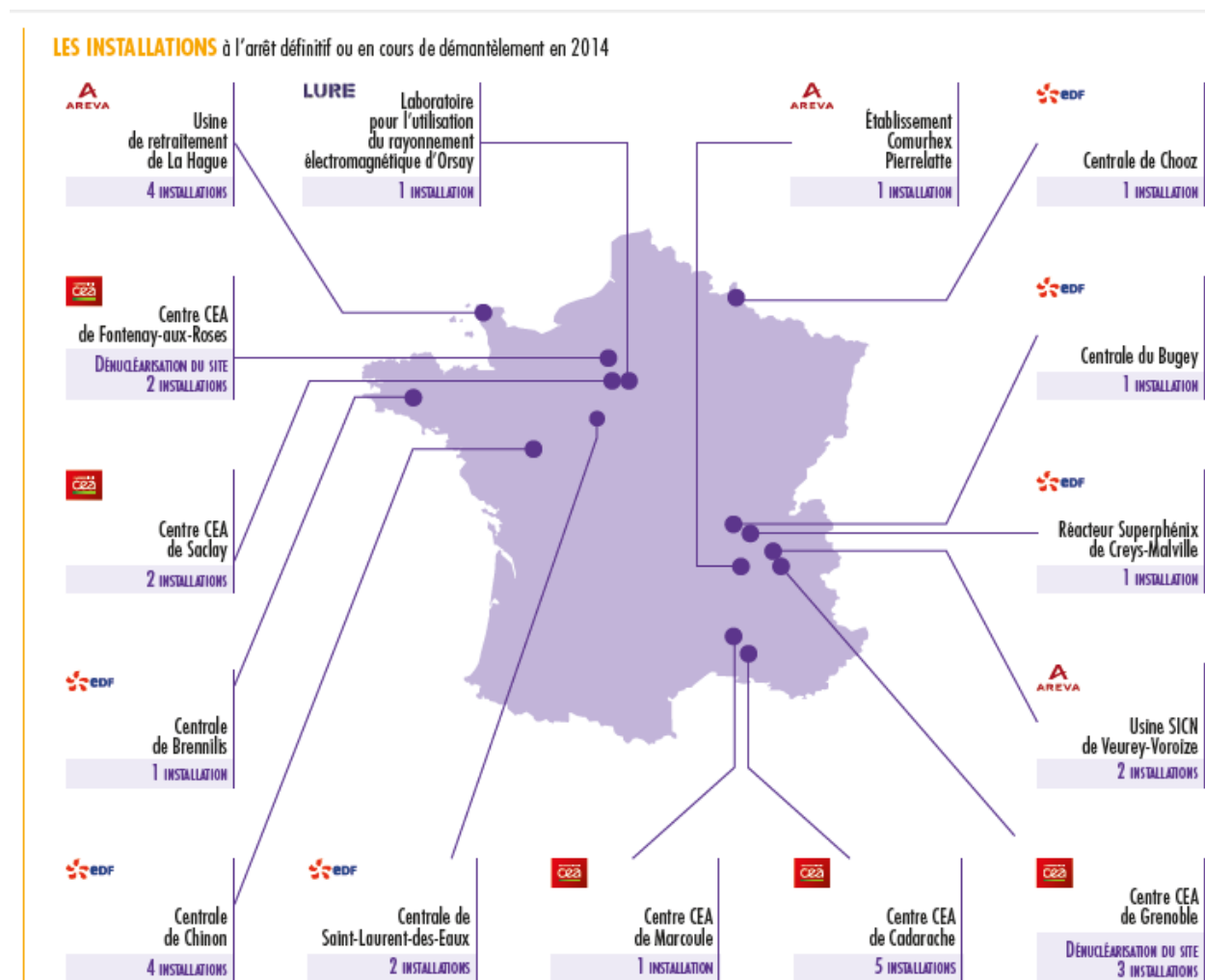
- le démantèlement différé : les parties de l'installation contenant des substances radioactives sont maintenues ou placées dans un état sûr pendant plusieurs décennies avant que les opérations de démantèlement ne commencent (les parties « conventionnelles » de l'installation peuvent être démantelées dès l'arrêt de l'installation) ;
- le démantèlement immédiat : le démantèlement est engagé dès l'arrêt de l'installation, sans période d'attente, les opérations de démantèlement pouvant toutefois s'étendre sur une longue période.

Aujourd'hui, en accord avec la recommandation de l'AIEA, la France a adopté une stratégie de démantèlement immédiat.

Ce principe figure actuellement dans la réglementation applicable aux INB (arrêté du 7 février 2012). Il était inclus, depuis 2009, dans la doctrine établie par l'ASN en matière de démantèlement et de déclasserement des INB et vient d'être repris au niveau législatif dans la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Cette stratégie permet notamment de ne pas faire porter le poids du démantèlement sur les générations futures, sur les plans technique et financier. Elle permet également de bénéficier des connaissances et compétences des équipes présentes pendant le fonctionnement de l'installation, indispensables notamment lors des premières opérations de démantèlement.

La stratégie adoptée en France vise à ce que :

- L'exploitant prépare le démantèlement de son installation dès la conception de celle-ci ;
- L'exploitant anticipe le démantèlement avant l'arrêt de fonctionnement de son installation et envoie le dossier de demande d'autorisation de démantèlement avant l'arrêt de son installation ;
- Les opérations de démantèlement se déroulent « dans un délai aussi court que possible » après l'arrêt de l'installation, délai qui peut varier de quelques années à quelques décennies selon la complexité des opérations.



Les réacteurs de première génération d'EDF (filiale UNGG) : Chinon – Bugey - Saint-Laurent-des-Eaux

Les autres réacteurs d'EDF : Le réacteur Superphénix - Le site de Chooz A (REP) - La centrale de Brennilis (EL4)

Les installations en démantèlement sur les centres du CEA de Saclay, de Cadarache et de Marcoule (centrale de Phénix)

Les installations à l'arrêt définitif ou en cours de démantèlement en 2015

Les centres du CEA en démantèlement : Fontenay-aux-Roses - Grenoble

Les autres installations en démantèlement :

- Le laboratoire pour l'utilisation du rayonnement électromagnétique (LURE)
- Les usines de retraitement AREVA NC de La Hague
- L'usine d'enrichissement EURODIF (Tricastin)
- L'usine de conversion COMURHEX (Tricastin)
- Le site SICN de Veurey-Voroize

Déchets de graphite

Comportement des déchets graphite en situation de stockage : Relâchement et répartition des espèces organiques et inorganiques du carbone 14 et du tritium en milieu alcalin

Ludivine Vende

<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00770671/document>

Contenu radiologique des déchets de graphite du CEA et de EDF – Focus sur le chlore 36

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Contenu_radiologique_graphite_CEA-EDF_a.pdf

Cas de la centrale de Vandellós

Voir le Rapport 2006 de l'Inspecteur Général pour la Sécurité Nucléaire et la Radioprotection – EDF - page 111

<http://www.tchernobyl.fr/radio/textes/Lecture/Rapport-2006-IGSN.pdf>

Rapport à l'Assemblée nationale sur les conséquences des installations de stockage des déchets nucléaires sur la santé et l'environnement - Tome I

<http://www.assemblee-nationale.fr/rap-oecst/stockanuc/r2257-1.asp>

Iodure de potassium

La prochaine campagne début d'année 2016 intervient pour renouveler les comprimés de la précédente campagne.

Les comprimés d'iode de la dernière campagne de distribution (2009) ont vu leur durée de conservation portée de 6 à 7 ans par une nouvelle décision de l'ANSM.

<http://agence-prd.ansm.sante.fr/php/ecodex/frames.php?specid=69564327&typedoc=R&ref=R0252412.htm>